

Rapport aux actionnaires

Deuxième trimestre 2007



Banque Nationale : bénéfice net de 233 millions \$ au deuxième trimestre 2007

- Revenu de 1 022 M\$, en hausse de 9 %;
- Bénéfice dilué par action de 1,40 \$, en progression de 11 %;
- Rendement des capitaux propres de 20,3 %;
- Hausse du dividende trimestriel de 11 %.

MONTRÉAL, le 31 mai 2007 – La Banque Nationale annonce un bénéfice net de 233 M\$ au deuxième trimestre de l'exercice 2007, en hausse de 9 % par rapport au trimestre correspondant de 2006. Le bénéfice dilué par action atteint 1,40 \$, soit une croissance de 11 % en comparaison du bénéfice dilué par action de 1,26 \$ du deuxième trimestre 2006. En excluant le gain net à la cession de l'activité d'actionariat au deuxième trimestre 2006, la hausse du bénéfice dilué par action aurait été de 14 %.

Le revenu total de la Banque a progressé de 9 % entre le deuxième trimestre 2006 et le deuxième trimestre 2007, pour atteindre 1 022 M\$. Le rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 20,3 %.

« En cette dernière journée à la direction de la Banque, je suis très satisfait de la performance financière de l'entreprise qui surpasse les objectifs de rentabilité établis. Ce résultat est attribuable à la contribution robuste de chaque secteur d'activités », a déclaré le président et chef de la direction sortant, Réal Raymond.

Par ailleurs, le prochain président et chef de la direction, Louis Vachon, estime que l'institution financière se trouve aujourd'hui dans une excellente position pour continuer de croître de manière rentable. « La Banque Nationale vient une fois de plus de démontrer la valeur de sa stratégie de croissance basée sur l'équilibre entre ses trois pôles métiers, soit ceux des secteurs Particuliers et entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés financiers. Au cours des prochains trimestres, nous veillerons à la mise à jour de leurs stratégies respectives afin d'assurer que la Banque s'impose encore davantage dans ses marchés de prédilection et qu'elle surpasse les attentes de l'ensemble des parties prenantes à son succès. »

Faits saillants

- Progression du revenu total de 9 % au deuxième trimestre 2007, qui atteint 1 022 M\$, contre 941 M\$ au trimestre correspondant de 2006.
- Bénéfice dilué par action de 1,40 \$, en hausse de 11 % par rapport au deuxième trimestre 2006, ou encore 14 % en excluant le gain net à la cession de l'activité d'actionariat enregistré l'an dernier.
- Maintien de l'excellente qualité du portefeuille de prêts.
- Hausse du dividende trimestriel de 11 % à 60 cents par action.

Particuliers et entreprises

- Hausse de 3 % du revenu total du secteur Particuliers et entreprises au deuxième trimestre 2007. La croissance des affaires a été atténuée par un léger affaiblissement de la marge bénéficiaire au trimestre, qui atteint 2,80 %, contre 2,84 % au trimestre correspondant de 2006, notamment en raison des marges moins importantes sur les produits de crédits aux particuliers et les dépôts commerciaux.
- Croissance généralisée et soutenue des volumes de prêts et de dépôts aux particuliers, les plus fortes hausses étant observées au chapitre des prêts à la consommation, en hausse de 15 %.
- Augmentation du bénéfice net du secteur de 6 % ce trimestre, pour atteindre 110 M\$, contre 104 M\$ au deuxième trimestre 2006, à la faveur d'une croissance beaucoup plus rapide des revenus sur les charges d'exploitation au trimestre.

Gestion de patrimoine

- Hausse de 6 % du revenu total du secteur Gestion de patrimoine au deuxième trimestre 2007 en comparaison avec le deuxième trimestre 2006, le plus solide de l'exercice précédent, et ce malgré la pression sur les revenus de l'activité de courtage à escompte.
- Augmentation de 10 % du bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine, qui passe de 39 M\$ au deuxième trimestre 2006 à 43 M\$ au deuxième trimestre 2007.
- Croissance de 9 % des dépôts et de l'épargne hors bilan du deuxième trimestre 2006 au deuxième trimestre 2007. Les actifs atteignent 105,7 G\$, à la faveur de l'augmentation de l'actif administré par les fonds communs de placement, la gestion privée de placement et les services de courtage.

Marchés financiers

- Croissance du revenu total du secteur Marchés financiers de 31 % à 334 M\$ au deuxième trimestre 2007, ou encore de 23 % à 311 M\$, déduction faite des participations sans contrôle. Cette progression s'explique par la hausse notable des commissions de marchés financiers et des revenus de négociation.
- Progression de 32 % du bénéfice net du secteur au deuxième trimestre 2007, qui s'établit à 95 M\$, contre 72 M\$ au trimestre correspondant de 2006.

Données financières

(non vérifiées)

(en millions de dollars)	Pour le trimestre terminé le 30 avril			Pour le semestre terminé le 30 avril		
	2007	2006	%	2007	2006	%
Particuliers et entreprises	110	104	6	233	210	11
Gestion de patrimoine	43	39	10	88	76	16
Marchés financiers	95	72	32	182	163	12
Autres	(15)	(1)	–	(30)	(18)	–
Bénéfice net	233	214	9	473	431	10
Moins : gain net à la cession de l'activité d'actionariat	–	5		–	5	
Bénéfice net excluant l'élément particulier	233	209	11	473	426	11
Bénéfice dilué par action ordinaire	1,40 \$	1,26 \$	11	2,83 \$	2,52 \$	12
Moins : gain net à la cession de l'activité d'actionariat	–	0,03		–	0,03	
Bénéfice dilué par action ordinaire excluant l'élément particulier	1,40 \$	1,23 \$	14	2,83 \$	2,49 \$	14
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	20,3 %	20,4 %		20,5 %	20,2 %	

Objectifs financiers 2007	Objectifs	Résultats 2 ^e trimestre 2007	Résultats 1 ^{er} semestre 2007
Croissance du bénéfice dilué par action excluant les éléments particuliers	5 % – 10 %	14 %	14 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	16 % – 20 %	20,3 %	20,5 %
Ratio de capital de base	Plus de 8,5 %	9,3 %	9,3 %
Ratio de versement des dividendes	40 % – 50 %	38 %	38 %

Mise en garde à propos des énoncés prospectifs

À l'occasion, la Banque Nationale du Canada fait des énoncés prospectifs écrits et verbaux, notamment dans le présent rapport aux actionnaires, dans d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des Rapports annuels, des communiqués de presse et d'autres communications. Tous ces énoncés sont faits conformément à la réglementation canadienne en valeurs mobilières et à la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. Ces énoncés prospectifs comprennent, entre autres, des énoncés à l'égard de l'économie, de l'évolution des marchés, de l'atteinte d'objectifs stratégiques, de certains risques ainsi que des énoncés à l'égard des convictions, plans, attentes, estimations et intentions de la Banque. Ces énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'usage du conditionnel ou annoncés par des verbes comme « prévoir », « croire », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de » et d'autres mots ou expressions similaires.

En raison de leur nature même, ces énoncés prospectifs supposent que nous élaborions des hypothèses, et ils comportent donc nécessairement des risques et des incertitudes d'ordre général et spécifique. Le risque est élevé que les projections expresses ou implicites contenues dans ces énoncés ne se réalisent pas ou se révèlent inexactes. Divers facteurs pourraient faire que les résultats, les conditions, les mesures ou les événements futurs varient sensiblement des objectifs, attentes, estimations ou intentions figurant dans les présents énoncés prospectifs. Ces écarts peuvent être causés par des facteurs dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Banque, notamment la gestion des risques de crédit et de marché et du risque de liquidité; la vigueur des économies canadienne et américaine ainsi que des économies des autres pays où la Banque exerce ses activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain; l'incidence des modifications apportées aux politiques monétaires, notamment aux politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada; les effets de la concurrence dans les marchés où la Banque fait affaire; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières) et leur exécution; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les procédures judiciaires; la capacité de la Banque d'obtenir des informations exactes et complètes de ses clients ou contreparties ou en leur nom; la capacité de la Banque d'aligner avec succès sa structure organisationnelle, ses ressources et ses processus ainsi que sa capacité de mener à terme des acquisitions stratégiques et de les intégrer avec succès; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que la Banque utilise aux fins de la présentation de sa situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux principales estimations comptables; les risques opérationnels ou liés à l'infrastructure ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, notamment les modifications apportées aux politiques commerciales; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services au moment opportun; les modifications apportées aux estimations concernant les provisions; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; les catastrophes naturelles; l'incidence possible sur les activités, d'urgences en matière de santé publique, de conflits, d'autres événements internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux qui sont liés à la lutte au terrorisme, et la mesure dans laquelle la Banque prévoit les risques découlant de ces faits et de sa capacité à les gérer efficacement.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs sont fournis aux rubriques « Gestion des risques » et « Facteurs pouvant affecter les résultats futurs » du Rapport annuel 2006.

La Banque prévient en outre le lecteur que la liste de facteurs importants susmentionnés n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fondent sur les énoncés prospectifs de la Banque doivent soigneusement considérer les facteurs susmentionnés ainsi que les incertitudes et les risques qu'ils comportent. La Banque met aussi en garde le lecteur contre une confiance induite dans ces énoncés prospectifs.

Mode de présentation de l'information

La Banque utilise certaines mesures non conformes aux PCGR pour évaluer les résultats. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que le bénéfice net et les autres mesures rajustées en fonction de critères autres que le PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. À l'instar de plusieurs autres institutions, la Banque utilise l'équivalent imposable comme méthode de calcul du revenu net d'intérêts, des revenus autres que d'intérêts et de la charge d'impôts. Cette méthode consiste à rajuster certains revenus exempts d'impôts (notamment les dividendes) en les majorant de l'impôt qui aurait autrement été exigible. Un montant équivalent est ajouté à la charge d'impôts. Ce rajustement est nécessaire pour comparer le rendement des différents éléments de l'actif sans égard à leur traitement fiscal. Pour l'ensemble des secteurs d'exploitation, le revenu net d'intérêts a été majoré de 24 M\$ (17 M\$ en 2006) et les revenus autres que d'intérêts ont été majorés de 18 M\$ (10 M\$ en 2006) pour le trimestre terminé le 30 avril 2007. Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts. Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, le revenu net d'intérêts a été majoré de 68 M\$ (36 M\$ en 2006) et les revenus autres que d'intérêts ont été majorés de 39 M\$ (11 M\$ en 2006). Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts.

Pour plus de renseignements :

Pierre Fitzgibbon
Premier vice-président
Finances, technologie et
affaires corporatives
514-394-8610

Denis Dubé
Directeur principal
Service des Relations publiques
514-394-8644

Hélène Baril
Directrice principale
Relations investisseurs
514-394-0296

RAPPORT DE GESTION :

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

En date du 30 mai 2007 – Le texte qui suit présente l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Banque. Cette analyse a été préparée conformément aux exigences prévues à la norme 51-102 sur les obligations d'information continue des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Elle est basée sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2007. On peut obtenir de l'information additionnelle sur la Banque Nationale du Canada, y compris la notice annuelle, sur le site web de SEDAR : www.sedar.com et sur celui de la Banque : www.bnc.ca. Les symboles M\$ et G\$ désignent respectivement les millions et les milliards de dollars.

Analyse des résultats

Résultats consolidés

La Banque Nationale affiche un bénéfice net de 233 M\$ au deuxième trimestre de l'exercice financier 2007, en hausse de 9 % par rapport au bénéfice net de 214 M\$ du trimestre correspondant de 2006. Le bénéfice dilué par action atteint 1,40 \$, en hausse de 11 % par rapport au bénéfice dilué par action de 1,26 \$ du deuxième trimestre 2006. En excluant le gain net à la cession de l'activité d'actionariat enregistré en 2006, la hausse du bénéfice dilué par action aurait été de 14 %.

Le bénéfice net de la Banque pour les six premiers mois de l'exercice financier se chiffre à 473 M\$, en augmentation de 10 % par rapport à la même période en 2006. Le bénéfice dilué par action atteint 2,83 \$, soit une croissance de 12 % en comparaison avec les six premiers mois de l'exercice 2006, ou encore 14 % en excluant le gain net à la cession de l'activité d'actionariat.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires est resté pratiquement inchangé au deuxième trimestre 2007, pour s'établir à 20,3 %. Pour les six premiers mois de l'exercice 2007, il augmente de 30 points de base par rapport à la même période de 2006, pour atteindre 20,5 %.

Revenu total

Le revenu total de la Banque a progressé de 9 % entre le deuxième trimestre 2006 et le deuxième trimestre 2007, pour s'élever à 1 022 M\$. En équivalent imposable⁽¹⁾, le revenu total atteint 1 064 M\$, soit une croissance de 10 %, ou encore 8 % déduction faite de la participation provenant des investissements directs de tiers dans la structure Innocap. La progression des revenus s'explique principalement par la croissance robuste des affaires dans l'ensemble des secteurs.

Le revenu net d'intérêts du secteur Particuliers et entreprises a progressé de 12 M\$ ou 4 % pour s'établir à 330 M\$ pour le trimestre. Cette croissance est issue de la hausse soutenue du volume des prêts et des dépôts. Celle-ci s'est toutefois accompagnée d'un léger affaiblissement de la marge bénéficiaire, qui atteint 2,80 % au deuxième trimestre 2007, par rapport à 2,84 % au même trimestre en 2006. La diminution est notamment attribuable à la baisse de la marge bénéficiaire des marges de crédit garanties et des prêts hypothécaires.

Les revenus autres que d'intérêts du deuxième trimestre se chiffrent à 774 M\$ en comparaison à 639 M\$ pour le trimestre correspondant de 2006. En équivalent imposable⁽¹⁾, les revenus autres que d'intérêts s'établissent à 792 M\$, contre 649 M\$ au deuxième trimestre de 2006. Les commissions des marchés financiers totalisent 179 M\$ pour le trimestre, en hausse de 15 M\$ par rapport à la même période en 2006. La bonne performance de l'activité de financement des sociétés explique cette augmentation.

La hausse des revenus de négociation, tant ceux enregistrés au revenu net d'intérêts qu'aux autres revenus, se monte à 32 M\$ au deuxième trimestre 2007. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse des gains sur valeurs mobilières disponibles à la vente. Les revenus provenant des fonds communs de placement et des services fiduciaires augmentent de 12 M\$ par rapport au deuxième trimestre 2006, pour s'établir à 91 M\$ au deuxième trimestre 2007. La croissance des affaires de fonds communs de placement, de gestion privée de placement et du courtage avec les particuliers est à la source de l'essentiel de cette hausse.

Outre ces éléments, l'augmentation des revenus autres que d'intérêts du trimestre provient des revenus de titrisation, qui augmentent de 9 M\$ ainsi que des revenus divers, dont la hausse de 31 M\$ comprend les revenus des activités de Credigy Ltd. Les commissions sur prêts et acceptations diminuent légèrement à 75 M\$, en raison de l'augmentation des réserves actuarielles sur les activités d'assurance, alors que les revenus de change baissent à 20 M\$.

Le revenu total augmente de 99 M\$ au premier semestre 2007, pour s'établir à 2 011 M\$, contre 1 912 M\$ à la même période en 2006. En équivalent imposable⁽¹⁾, le revenu total atteint 2 118 M\$, soit une croissance de 159 M\$ ou 8 %. Le revenu net d'intérêts du secteur Particuliers et entreprises a progressé de 30 M\$ ou 5 % pour s'établir à 676 M\$ au semestre. Par rapport à la même période en 2006, les revenus de négociation ont augmenté de 52 M\$ à 227 M\$, les honoraires fiduciaires et de fonds communs de placement de 19 M\$ à 176 M\$ et les gains sur valeurs mobilières diminuent de 20 M\$ à 50 M\$.

Charges d'exploitation

Au deuxième trimestre 2007, les charges d'exploitation augmentent de 46 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2006, pour s'établir à 661 M\$. Les salaires et avantages sociaux sont en hausse de 21 M\$ à 379 M\$, la hausse étant surtout attribuable à l'augmentation de la rémunération variable. Les honoraires professionnels augmentent de 15 M\$ notamment en raison de l'intégration des activités de Credigy Ltd. Pour les six premiers mois de l'exercice 2007, les charges d'exploitation augmentent de 67 M\$ à 1 318 M\$. Les salaires et avantages sociaux sont en hausse de 32 M\$ à 769 M\$, principalement en raison de l'augmentation des salaires réguliers. La hausse de 26 M\$ des honoraires professionnels s'explique notamment par l'intégration de Credigy Ltd.

Charge d'impôts

La charge d'impôts pour le deuxième trimestre 2007 est de 75 M\$ représentant un taux effectif d'imposition de 22 %. Cela se compare à une charge d'impôts de 82 M\$ pour le trimestre correspondant de 2006 et un taux effectif d'imposition de 27 %. Pour le premier semestre 2007, la charge d'impôts s'établit à 131 M\$, représentant un taux effectif d'imposition de 20 %. La charge d'impôts était de 175 M\$ au semestre correspondant de 2006, alors que le taux effectif d'imposition s'établissait à 28 %. Les taux d'imposition du deuxième trimestre 2007 et du premier semestre 2007 diminuent en raison de la part plus grande des participations sans contrôle dans les revenus et de l'augmentation des revenus exempts d'impôts provenant des valeurs mobilières.

Résultats sectoriels

Particuliers et entreprises

Le bénéfice net du secteur Particuliers et entreprises s'élève à 110 M\$ au deuxième trimestre 2007, soit une hausse de 6 % par rapport au bénéfice net de 104 M\$ réalisé au trimestre correspondant de 2006. Le revenu total du secteur a crû de 3 %, pour atteindre 518 M\$.

(1) Consulter la rubrique « Mode de présentation de l'information » à la page 3

Le revenu total des Services aux particuliers a progressé de 10 M\$ grâce à la croissance de 2,1 G\$ du volume de l'actif moyen qui a été entraînée par l'augmentation des prêts à la consommation et des prêts hypothécaires résidentiels. L'amélioration de la marge bénéficiaire sur les dépôts de transactions a partiellement compensé la baisse de la marge bénéficiaire des produits de crédit, notamment celle observée du côté des cartes de crédit.

L'augmentation du revenu total des Services aux entreprises a été de 4 M\$, grâce à la croissance des revenus de change ainsi que du revenu net d'intérêts surtout en raison de la hausse des volumes.

Les charges d'exploitation du secteur Particuliers et entreprises ont atteint 317 M\$ au deuxième trimestre 2007, en légère augmentation de 2 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2006. Cette croissance restreinte est attribuable au contrôle des dépenses et s'est traduite par l'amélioration du ratio des charges d'exploitation sur le revenu, qui s'établit à 61,2 % ce trimestre par rapport à 62,5 % à la même période l'année dernière. Les dotations aux pertes sur créances du secteur sont en hausse de 2 M\$ pour un total de 35 M\$, en partie en raison de la croissance des pertes sur cartes de crédit.

Au premier semestre 2007, le bénéfice net du secteur Particuliers et entreprises s'établit à 233 M\$, soit une hausse de 11 % par rapport au bénéfice net de 210 M\$ réalisé à la même période en 2006. Le revenu total du secteur a progressé de 4 % pour atteindre 1 056 M\$. Le revenu total des Services aux particuliers a progressé de 29 M\$ ou 4 %. L'augmentation du revenu total des Services aux entreprises a été de 14 M\$ ou 4 %. Le ratio des charges d'exploitation sur le revenu a diminué à 59,4 % au premier semestre 2007 par rapport à 62,4 % à l'exercice précédent.

Gestion de patrimoine

Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine s'établit à 43 M\$ au deuxième trimestre 2007, par rapport à 39 M\$ au trimestre correspondant de 2006, soit une augmentation de 10 %. Le revenu total du secteur a progressé de 13 M\$ ou 6 %, pour atteindre 227 M\$ au deuxième trimestre 2007. La vigueur des activités liées à la gestion privée de placement et aux fonds communs de placement explique la moitié de l'augmentation du revenu et la majorité de celle du bénéfice net du secteur, le solde étant issu des activités de courtage. Les charges d'exploitation sont en hausse de 7 M\$ ou 5 % pour un montant de 161 M\$ ce trimestre. Le ratio des charges d'exploitation sur le revenu s'est amélioré pour atteindre 70,9 % au deuxième trimestre 2007, par rapport à 72,0 % à la même période l'année précédente.

Pour les six premiers mois de l'exercice 2007, le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine atteint 88 M\$ comparativement à 76 M\$ à la même période en 2006. Il s'agit d'une croissance de 16 %. Le revenu total du secteur a progressé de 7 %, pour s'établir à 451 M\$ au premier semestre 2007. Les charges d'exploitation sont en hausse de 5 % à 317 M\$, ce qui a permis de maintenir un levier d'opération positif de 2 % au cours du semestre.

Marchés financiers

Le secteur Marchés financiers affiche un bénéfice net de 95 M\$ au deuxième trimestre 2007, soit 23 M\$ ou 32 % de plus qu'au trimestre correspondant de 2006. Le revenu total du secteur a augmenté de 79 M\$ pour s'établir à 334 M\$. Déduction faite des participations sans contrôle, l'augmentation est de 59 M\$ à 311 M\$. Les revenus de négociation ont atteint 113 M\$ au trimestre, une augmentation de 33 M\$ en comparaison avec le deuxième trimestre de 2006. Cette progression a été partiellement atténuée par la baisse des gains sur valeurs mobilières, qui ont atteint 20 M\$ contre 31 M\$ un an auparavant.

Les charges d'exploitation du trimestre sont de 170 M\$ en hausse de 26 M\$ par rapport au deuxième trimestre 2006. Cette augmentation s'explique par l'intégration des activités de Credigy Ltd et la rémunération variable. Le ratio

des charges d'exploitation sur les revenus s'établit à 54,7 %, contre 57,1 % au deuxième trimestre 2006. Le trimestre n'a pas donné lieu à des dotations aux pertes sur créances, alors qu'elles s'élevaient à 1 M\$ au trimestre correspondant de 2006.

Pour les six premiers mois de l'exercice 2007, le bénéfice net du secteur s'établit à 182 M\$, soit 19 M\$ ou 12 % de plus qu'à la même période en 2006. Le revenu total a progressé de 16 % à 633 M\$, alors que les charges d'exploitation se sont établies à 338 M\$, en hausse de 14 %.

Revenus des Marchés financiers

(équivalent imposable ⁽¹⁾) (en millions de dollars)	2 ^e T 2007	2 ^e T 2006
Revenus de négociation		
Actions	93	54
Taux d'intérêt	20	14
Marchandises et devises	–	12
	113	80
Commissions des marchés financiers	81	65
Gains sur valeurs mobilières	20	31
Services bancaires	43	40
Autres	54	37
Total⁽²⁾	311	253

(1) Consulter la rubrique « Mode de présentation de l'information » à la page 3

(2) Déductions faites des participations sans contrôle

Autres

La rubrique « Autres » des résultats sectoriels affiche au deuxième trimestre 2007 une perte nette de 15 M\$ en comparaison d'une perte nette de 1 M\$ au trimestre correspondant de 2006. Au deuxième trimestre 2006, la Banque a réalisé un gain net d'impôt de 5 M\$ lors de la vente de l'activité d'actionnariat. Par ailleurs, les charges d'exploitation augmentent de 11 M\$ (7 M\$ après impôt) dont environ un tiers est imputable à l'encaissement de crédits en 2006 provenant de certains fournisseurs alors que le solde provient des frais centraux non alloués aux unités d'affaires. Au premier semestre de 2007, la perte nette s'élève à 30 M\$, contre 18 M\$ au semestre correspondant de l'exercice 2006.

Résultat étendu

Au deuxième trimestre 2007, le résultat étendu se chiffre à 260 M\$, soit 27 M\$ de plus que le bénéfice net pour la même période. La différence s'explique principalement par une perte de change non réalisée qui est plus que compensée par une augmentation de la juste valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente, principalement issue du premier appel public à l'épargne de Bourse de Montréal inc.

Flux de trésorerie

En raison de la nature même des activités de la Banque, la majorité des éléments qui composent les revenus et les charges sont des liquidités. En outre, certaines activités, telles les activités de négociation, génèrent des mouvements importants de liquidité qui peuvent avoir une incidence sur plusieurs éléments d'actif ou de passif, tels les valeurs mobilières du compte de négociation, les titres vendus à découvert ou les valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat.

RAPPORT DE GESTION : Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (suite)

Pour le deuxième trimestre 2007, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 1,2 G\$ comparativement à une hausse de 1,2 G\$ pour le deuxième trimestre 2006. Au 30 avril 2007, la trésorerie et ses équivalents s'établissent à 9,6 G\$ inchangées par rapport à l'année précédente.

Les activités d'exploitation ont requis des fonds de 3,0 G\$, en raison de l'augmentation des valeurs mobilières détenues à des fins de négociation de 4,3 G\$ en partie compensée par une entrée de fonds générée par les autres éléments de 1,2 G\$. Pour le trimestre correspondant de 2006, fonds requis par les activités d'exploitation ont été de 4,1 G\$, en raison de l'augmentation des valeurs mobilières du compte de négociation de 5,7 G\$ compensée par une diminution des autres éléments de 1,5 G\$.

Les activités de financement ont procuré 10,3 G\$ de fonds provenant de la hausse des titres vendus à découvert de 3,9 G\$, des valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat de 2,3 G\$ ainsi que des dépôts de 4,4 G\$. Pour le trimestre correspondant de 2006, les activités de financement ont procuré 5,2 G\$ de fonds surtout en raison de l'augmentation des dépôts.

Finalement, les fonds utilisés par les activités d'investissement ont été de 8,5 G\$ pour le deuxième trimestre de 2007 en raison de l'augmentation des valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente pour 3,3 G\$ et de la hausse des prêts pour 5,1 G\$. Pour la période correspondante de 2006, les activités d'investissement ont généré une somme négligeable.

Gestion des risques

Risque de crédit

Pour le deuxième trimestre 2007, la Banque a enregistré des dotations spécifiques aux pertes sur créances de 23 M\$, soit 1 M\$ de plus qu'au même trimestre en 2006. Au 30 avril 2007, les prêts douteux bruts sont stables à 236 M\$, contre 234 M\$ à la fin de l'exercice financier 2006. Au 30 avril 2007, les provisions pour pertes sur créances excèdent les prêts douteux bruts de 198 M\$ comparativement à 192 M\$ au 31 octobre 2006.

Risque de marché – Activités de négociation

Le modèle de simulation de la VaR (Valeur à risque) est l'un des principaux outils de gestion du risque de marché relié aux activités de négociation. La VaR est calculée comme la valeur maximale des pertes quotidiennes à un niveau de confiance de 99 %, ce qui signifie que les pertes réelles ne la dépasseront vraisemblablement qu'une journée sur 100. Le modèle informatisé de calcul est fondé sur des données historiques sur deux ans. La gestion du risque de marché est décrite plus amplement à la page 54 du Rapport annuel 2006.

Le tableau suivant, intitulé « Activités de négociation », illustre la distribution du risque de marché par type de risque, soit : taux d'intérêt, change et risque sur les prix des actions et des marchandises.

Activités de négociation ⁽¹⁾ (en millions de dollars)

VaR globale par catégorie de risques	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
Taux d'intérêt	(4,8)	(8,0)	(6,2)	(4,2)
Change	(2,0)	(3,1)	(2,2)	(1,7)
Actions	(5,3)	(6,5)	(5,4)	(4,6)
Marchandises	(2,2)	(2,2)	(1,4)	(1,0)
Effet de corrélation ⁽²⁾	7,8	10,3	8,0	5,9
VaR globale	(6,5)	(9,5)	(7,2)	(5,6)

VaR globale par catégorie de risques	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
Taux d'intérêt	(6,0)	(9,2)	(5,8)	(3,3)
Change	(1,7)	(1,7)	(1,3)	(0,6)
Actions	(5,2)	(6,6)	(5,1)	(4,0)
Marchandises	(1,0)	(2,3)	(1,5)	(1,0)
Effet de corrélation ⁽²⁾	6,6	10,6	6,7	3,4
VaR globale	(7,3)	(9,2)	(7,0)	(5,5)

(1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VaR quotidienne.

(2) L'effet de corrélation est le résultat de la diversification des types de risques.

Bilan

Au 30 avril 2007, la Banque avait un actif de 136,7 G\$ en comparaison à 116,9 G\$ au 31 octobre 2006, en hausse de 19,8 G\$. Les prêts et acceptations sont en augmentation de 2,8 G\$ en raison surtout de la forte croissance du crédit aux particuliers. Par ailleurs, l'encaisse, les dépôts auprès d'institutions financières, les valeurs mobilières et les valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente augmentent de 14,4 G\$. Les principaux portefeuilles sont présentés dans le tableau suivant.

Volumes moyens mensuels (en millions de dollars)	Avril 2007	Octobre 2006	Avril 2006
Prêts et acceptations*			
Hypothécaires résidentiels	21 830	21 525	21 028
Aux particuliers	10 337	9 490	8 992
Créances sur cartes de crédit	1 747	1 743	1 716
Aux petites et moyennes entreprises	14 164	13 669	13 847
Aux grandes sociétés	5 594	5 308	5 023
	53 672	51 735	50 606

Dépôts

Particuliers (solde)	29 708	29 164	28 271
Épargne hors bilan des particuliers (solde)	75 981	70 164	68 635
Entreprises	11 151	10 398	9 736

* incluant les actifs titrisés

Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 0,8 G\$ au 30 avril 2007, le volume s'établissant à 21,8 G\$, contre 21,0 G\$ au 30 avril 2006. Les prêts aux particuliers ont crû de 15 %, pour atteindre 10,3 G\$ à la faveur principalement des hausses de volume des marges de crédit garanties. Les prêts aux entreprises ont poursuivi leur progression. Pour les petites et moyennes entreprises, le volume moyen est en hausse de 0,3 G\$ depuis un an, pour se chiffrer à 14,2 G\$ au 30 avril 2007. Les grandes sociétés, pour leur part, ont augmenté leur volume moyen de 11 % à 5,6 G\$.

Les dépôts de particuliers de 29,7 G\$ au 30 avril 2007 sont en hausse de 1,4 G\$ par rapport à la même date l'année précédente, près de la moitié de la croissance étant issue des dépôts distribués par la filiale Altamira. L'épargne des particuliers hors bilan administrée par la Banque se chiffrait à 76,0 G\$ à la fin du deuxième trimestre 2007, en hausse de 7,3 G\$ ou 11 % depuis un an. La hausse est principalement attribuable à l'épargne administrée par la gestion privée de placement et les fonds communs de placement, le solde provenant des services de courtage. Par ailleurs, les dépôts des entreprises ont progressé de 15 % en comparaison annuelle, pour atteindre 11,2 G\$ le 30 avril 2007.

Conventions comptables et estimations

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Il est recommandé de se reporter aux notes 1 et 2 des états financiers consolidés annuels vérifiés de 2006 pour obtenir de plus amples renseignements sur les conventions comptables importantes utilisées pour la préparation des états financiers.

Aucune modification n'a été apportée aux conventions comptables importantes utilisées par la Banque pour ce semestre, à l'exception de celles décrites à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés relativement aux instruments financiers et à la rémunération à base d'actions.

Les détails concernant d'importants changements de normes comptables à venir sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires.

Les principales hypothèses et les bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le Rapport annuel 2006.

Divulgaration sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2007, il n'y a eu aucun changement aux politiques, procédures et autres processus sur le contrôle interne à

Données financières supplémentaires

(non vérifiées)

(en millions de dollars, sauf pour les données par action)

	2007		2006			2005		2006	2005	
	2 ^e T	1 ^{er} T	4 ^e T	3 ^e T	2 ^e T	1 ^{er} T	4 ^e T	3 ^e T	Total	Total
Revenu total	1 022 \$	989 \$	970 \$	921 \$	941 \$	971 \$	920 \$	882 \$	3 803 \$	3 676 \$
Revenu total (en équivalent imposable ⁽¹⁾)	1 064	1 054	1 054	970	968	991	953	944	3 983	3 826
Bénéfice net	233	240	220	220	214	217	207	207	871	855
Bénéfice par action ordinaire										
de base	1,42	1,45	1,33	1,32	1,29	1,28	1,22	1,20	5,22	4,98
dilué	1,40	1,43	1,31	1,30	1,26	1,26	1,20	1,18	5,13	4,90
Dividendes par action ordinaire	0,54	0,54	0,50	0,50	0,48	0,48	0,44	0,44	1,96	1,72
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	20,3 %	20,7 %	19,7 %	20,2 %	20,4 %	19,9 %	19,4 %	19,6 %	20,1 %	20,7 %
Actif total	136 680 \$	122 741 \$	116 885 \$	108 645 \$	111 183 \$	105 276 \$	107 970 \$	110 593 \$		
Prêts douteux nets	110	112	116	98	111	113	117	114		
Par action ordinaire										
Valeur comptable	28,92	28,34	27,17	26,57	25,77	25,72	25,39	24,70		
Cours de l'action										
haut	65,87	66,59	62,86	62,69	65,60	63,90	61,47	58,21		
bas	61,96	61,36	58,26	56,14	61,35	58,35	55,87	51,60		

(1) Consulter la rubrique « Mode de présentation de l'information » à la page 3

l'égard de l'information financière de la Banque qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital

Les ratios de capital de base et le ratio de capital total, selon les règles de la Banque des règlements internationaux, sont à 9,3 % et 13,3 % au 30 avril 2007, respectivement, par rapport à 9,9 % et 14,0 % au 31 octobre 2006, en tenant compte de l'émission d'une débenture subordonnée de 500 M\$ le 2 novembre 2006.

Au cours du trimestre, la Banque a effectué le rachat de 2 239 600 actions ordinaires dans le cadre du programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des affaires, pour un montant de 143 M\$. Ce programme vise le rachat d'un maximum de 8 102 000 actions ordinaires d'ici le 31 janvier 2008. Au cours des six premiers mois de l'exercice 2006, la Banque a effectué le rachat de 2 956 600 actions ordinaires, pour un montant de 189 M\$.

Par ailleurs, l'actif pondéré en fonction du risque a augmenté de 4,5 G\$ au cours du semestre dont 3,0 G\$ est attribuable à l'augmentation du volume des prêts et 1,5 G\$ au risque de marché.

Dividendes

Le Conseil d'administration a déclaré les dividendes réguliers sur les diverses catégories et séries d'actions privilégiées, ainsi qu'une hausse du dividende de 6 cents, à 60 cents par action ordinaire, payable le 1^{er} août 2007 aux actionnaires inscrits le 27 juin 2007.

FAITS SAILLANTS

(non vérifié)

	Trimestre terminé le 30 avril			Semestre terminé le 30 avril		
	2007	2006	Variation en pourcentage	2007	2006	Variation en pourcentage
Résultats d'exploitation (en millions de dollars)						
Revenu total	1 022 \$	941 \$	9	2 011 \$	1 912 \$	5
Revenu total (en équivalent imposable ⁽¹⁾)	1 064	968	10	2 118	1 959	8
Bénéfice net	233	214	9	473	431	10
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	20,3 %	20,4 %		20,5 %	20,2 %	
Par action ordinaire						
Bénéfice – de base	1,42 \$	1,29 \$	10	2,87 \$	2,57 \$	12
Bénéfice – dilué	1,40	1,26	11	2,83	2,52	12
Dividendes déclarés	0,54	0,48	13	1,08	0,96	13
Valeur comptable				28,92	25,77	12
Cours de l'action						
haut	65,87	65,60		66,59	65,60	
bas	61,96	61,35		61,36	58,35	
clôture	61,96	62,34		61,96	62,34	
				30 avril 2007	31 octobre 2006	
Situation financière (en millions de dollars)						
Actif total				136 680 \$	116 885 \$	17
Prêts et acceptations				53 246	50 488	5
Dépôts				76 791	71 989	7
Débitures subordonnées et capitaux propres				6 947	6 237	11
Ratios de capital – BRI						
de base				9,3 %	9,9 %	
total				13,3 %	14,0 % ⁽²⁾	
Prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques et générale				(198)	(192)	
en % des prêts et acceptations				(0,4) %	(0,4) %	
Biens sous gestion et administration				243 004	228 749	
Épargne totale des particuliers				105 689	99 328	
Couverture d'intérêts				13,77	14,11	
Couverture de l'actif				3,55	4,01	
Autres renseignements						
Nombre d'employés				16 852	16 972	(1)
Nombre de succursales au Canada				450	451	–
Nombre de guichets automatiques				811	801	1

(1) Consulter la rubrique « Mode de présentation de l'information » à la page 3

(2) Après effet de l'émission de 500 M\$ de débiteures subordonnées le 2 novembre 2006

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS*(non vérifié)**(en millions de dollars)*

	Trimestre terminé le			Semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Revenus d'intérêts					
Prêts	750	729	628	1 479	1 242
Valeurs mobilières	–	–	260	–	464
Valeurs mobilières disponibles à la vente	77	68	–	145	–
Valeurs mobilières détenues à des fins de négociation	331	267	–	598	–
Dépôts auprès d'institutions financières	87	130	77	217	135
	1 245	1 194	965	2 439	1 841
Frais d'intérêts					
Dépôts	636	659	447	1 295	886
Débitures subordonnées	25	25	22	50	46
Divers	336	234	194	570	329
	997	918	663	1 915	1 261
Revenu net d'intérêts	248	276	302	524	580
Revenus autres que d'intérêts					
Commissions des marchés financiers	179	167	164	346	323
Frais d'administration sur les dépôts et les paiements	52	53	52	105	102
Revenus de négociation	184	131	102	315	268
Gains sur valeurs mobilières du compte de placement, montant net	–	–	28	–	70
Gains sur valeurs mobilières disponibles à la vente, montant net	21	29	–	50	–
Commissions sur cartes de crédit	10	10	9	20	18
Commissions sur prêts	58	59	63	117	125
Acceptations, lettres de crédit et de garantie	17	17	16	34	32
Revenus de titrisation	48	48	39	96	79
Revenus de change	20	29	24	49	47
Services fiduciaires et fonds communs de placement	91	85	79	176	157
Divers	94	85	63	179	111
	774	713	639	1 487	1 332
Revenu total	1 022	989	941	2 011	1 912
Dotations aux pertes sur créances	23	28	22	51	39
	999	961	919	1 960	1 873
Charges d'exploitation					
Salaires et avantages sociaux	379	390	358	769	737
Frais d'occupation	44	40	43	84	82
Technologie	102	98	95	200	196
Communications	19	17	19	36	37
Honoraires professionnels	47	40	32	87	61
Divers	70	72	68	142	138
	661	657	615	1 318	1 251
Bénéfice avant charge d'impôts et participations sans contrôle	338	304	304	642	622
Charge d'impôts	75	56	82	131	175
	263	248	222	511	447
Participations sans contrôle	30	8	8	38	16
Bénéfice net	233	240	214	473	431
Dividendes sur actions privilégiées	6	5	5	11	11
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	227	235	209	462	420
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
Moyen – de base	160 588	161 681	162 598	161 144	163 770
Moyen – dilué	162 032	164 398	165 552	163 234	166 685
Fin de période	159 418	161 367	161 882	159 418	161 882
Bénéfice par action ordinaire (en dollars)					
de base	1,42	1,45	1,29	2,87	2,57
dilué	1,40	1,43	1,26	2,83	2,52
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,54	0,54	0,48	1,08	0,96

BILAN CONSOLIDÉ

(non vérifié)

(en millions de dollars)

	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006	30 avril 2006
ACTIF				
Encaisse	270	262	268	226
Dépôts auprès d'institutions financières	9 415	10 554	10 611	9 467
Valeurs mobilières				
Compte de placement	–	–	6 814	7 671
Disponibles à la vente	9 901	9 378	–	–
Détenues à des fins de négociation	38 775	34 429	31 864	28 839
	48 676	43 807	38 678	36 510
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente	13 146	9 812	7 592	7 549
Prêts (notes 4, 5 et 6)				
Hypothécaires résidentiels	15 142	14 947	15 230	14 889
Aux particuliers et créances sur cartes de crédit	12 323	11 673	11 280	10 687
Aux entreprises et aux administrations publiques	22 214	18 408	20 679	20 533
	49 679	45 028	47 189	46 109
Provisions pour pertes sur créances	(434)	(435)	(426)	(439)
	49 245	44 593	46 763	45 670
Autres actifs				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	4 001	4 162	3 725	3 677
Juste valeur des instruments financiers dérivés (note 11)	3 073	2 746	2 269	2 599
Immobilisations corporelles	389	383	385	347
Écart d'acquisition	683	684	683	662
Actifs incorporels	176	176	177	177
Actifs divers	7 606	5 562	5 734	4 299
	15 928	13 713	12 973	11 761
	136 680	122 741	116 885	111 183
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts				
Particuliers	29 708	29 511	29 164	28 270
Entreprises et administrations publiques	35 620	31 960	33 998	30 930
Institutions de dépôts	11 238	10 699	8 602	10 918
Dépôt de la Fiducie de capital BNC	225	225	225	–
	76 791	72 395	71 989	70 118
Autres passifs				
Acceptations	4 001	4 162	3 725	3 677
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	21 713	17 860	15 621	15 094
Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	14 095	11 844	9 517	7 541
Juste valeur des instruments financiers dérivés (note 11)	2 262	2 024	1 646	1 997
Passifs divers	9 963	6 827	7 574	6 068
	52 034	42 717	38 083	34 377
Débiteures subordonnées (note 7)	1 935	1 942	1 449	1 599
Participations sans contrôle	908	714	576	517
Capitaux propres (notes 9 et 10)				
Actions privilégiées	400	400	400	400
Actions ordinaires	1 576	1 583	1 566	1 558
Surplus d'apport	29	24	21	17
Écarts de conversion non réalisés	–	–	(92)	(77)
Bénéfices non répartis	3 021	3 003	2 893	2 674
Autres éléments cumulés du résultat étendu	(14)	(37)	–	–
	5 012	4 973	4 788	4 572
	136 680	122 741	116 885	111 183

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Semestre terminé le 30 avril

*(non vérifié)**(en millions de dollars)*

	2007	2006
Actions privilégiées	400	400
Actions ordinaires au début	1 566	1 565
Émission d'actions ordinaires		
Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions	9	7
Régime d'options d'achat d'actions	24	29
Autres	6	-
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 9)	(29)	(43)
Actions ordinaires à la fin	1 576	1 558
Surplus d'apport au début	21	13
Charge au titre des options d'achat d'actions (note 10)	11	5
Options d'achat d'actions exercées	(3)	(1)
Surplus d'apport à la fin	29	17
Écarts de conversion non réalisés au début	(92)	(26)
Pertes de change des activités dont la devise fonctionnelle n'est pas le dollar canadien, net d'impôts	-	(51)
Reclassement aux autres éléments cumulés du résultat étendu (note 2)	92	-
Écarts de conversion non réalisés à la fin	-	(77)
Bénéfices non répartis au début	2 893	2 645
Bénéfice net	473	431
Incidence initiale de l'adoption des normes comptables relatives aux instruments financiers (note 2)	1	-
Dividendes		
actions privilégiées	(11)	(11)
actions ordinaires	(173)	(158)
Prime versée sur les actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 9)	(160)	(232)
Frais d'émission d'actions et autres, déduction faite des impôts	(2)	(1)
Bénéfices non répartis à la fin	3 021	2 674
Autres éléments cumulés du résultat étendu au début, déduction faite des impôts	-	-
Reclassement des écarts de conversion non réalisés (note 2)	(92)	-
Incidence initiale de l'adoption des normes comptables relatives aux instruments financiers (note 2)	21	-
Variation nette des gains (pertes) de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(12)	-
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur actifs financiers disponibles à la vente	92	-
Variation nette des gains (pertes) sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(23)	-
Autres éléments cumulés du résultat étendu à la fin, déduction faite des impôts	(14)	-
Capitaux propres	5 012	4 572

Autres éléments cumulés du résultat étendu, déduction faite des impôts**Au 30 avril 2007**

Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(104)
Gains et pertes non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente	120
Gains et pertes sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(30)
Autres éléments cumulés du résultat étendu, déduction faite des impôts	(14)

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU

(non vérifié)

(en millions de dollars)

	Trimestre terminé le		Semestre terminé le
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2007
Bénéfice net	233	240	473
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts			
Gains (pertes) nets de change non réalisés sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(103)	79	(24)
Incidence de la couverture des gains ou pertes nets de change sur conversion	59	(47)	12
Variation nette des gains et des pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(44)	32	(12)
Gains (pertes) nets non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente	71	18	89
Reclassement aux résultats nets des (gains) pertes sur les actifs financiers disponibles à la vente	4	(1)	3
Variation nette des gains et des pertes non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente	75	17	92
Gains (pertes) nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(6)	(21)	(27)
Reclassement aux résultats nets des (gains) pertes sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	2	2	4
Variation nette des gains et des pertes sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(4)	(19)	(23)
Total des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts	27	30	57
Résultat étendu	260	270	530

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(non vérifié)

(en millions de dollars)

	Trimestre terminé le 30 avril		Semestre terminé le 30 avril	
	2007	2006	2007	2006
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	233	214	473	431
Ajustements pour :				
Dotations aux pertes sur créances	23	22	51	39
Amortissement des immobilisations corporelles	18	16	36	32
Impôts futurs	8	-	11	4
Redressement relatif au change pour les débetures subordonnées	(3)	(1)	(1)	(3)
Gains sur la vente des valeurs mobilières du compte de placement, net	-	(28)	-	(70)
Gains sur la cession des valeurs mobilières disponibles à la vente, net	(21)	-	(50)	-
Gains tirés des titrisations et des autres cessions de créances, net	(28)	(20)	(58)	(42)
Charge au titre des options d'achat d'actions	6	3	11	5
Variation des intérêts à payer	-	15	60	98
Variation des intérêts et dividendes à recevoir	22	(17)	141	54
Variation des impôts à payer	47	20	26	68
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés, net	(95)	(28)	(222)	(58)
Variation des valeurs mobilières détenues à des fins de négociation	(4 346)	(5 744)	(6 911)	(2 656)
Variation des autres éléments	1 151	1 495	653	2 234
	(2 985)	(4 053)	(5 780)	136
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation des dépôts	4 396	5 198	4 802	7 899
Émission de débetures subordonnées	-	-	500	500
Émission d'actions ordinaires	16	11	39	36
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	(143)	(168)	(189)	(275)
Dividendes versés sur actions ordinaires	(4)	(80)	(168)	(153)
Dividendes versés sur actions privilégiées	(5)	(5)	(11)	(11)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	3 853	599	6 092	(410)
Variation des valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	2 251	(299)	4 578	(5 374)
Variation des autres éléments	(73)	(26)	(15)	(49)
	10 291	5 230	15 628	2 163
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des dépôts auprès d'institutions financières donnés en nantissement	(30)	989	(52)	3 924
Variation des prêts	(5 108)	(1 340)	(3 984)	(2 818)
Produit des nouveaux actifs titrisés et des autres cessions de créances	433	618	1 451	1 178
Achats des valeurs mobilières du compte de placement	-	(6 161)	-	(13 151)
Achats des valeurs mobilières disponibles à la vente	(3 741)	-	(9 827)	-
Ventes des valeurs mobilières du compte de placement	-	5 495	-	12 419
Cessions des valeurs mobilières disponibles à la vente	3 337	-	6 912	-
Variation des valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente	(3 334)	431	(5 554)	(526)
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(24)	(11)	(40)	(22)
	(8 467)	21	(11 094)	1 004
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 161)	1 198	(1 246)	3 303
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	10 784	8 381	10 869	6 276
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	9 623	9 579	9 623	9 579
Trésorerie et équivalents de trésorerie				
Encaisse	270	226	270	226
Dépôts auprès d'institutions financières	9 415	9 467	9 415	9 467
Moins : Montant donné en nantissement	(62)	(114)	(62)	(114)
	9 623	9 579	9 623	9 579
Informations supplémentaires				
Intérêts payés	997	648	1 855	1 163
Impôts sur les bénéfices payés	84	42	139	75

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non vérifié) (en millions de dollars)

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2007.

1 Principales conventions comptables

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada en utilisant les conventions comptables décrites dans son plus récent Rapport annuel au 31 octobre 2006, à l'exception des normes comptables récentes qui ont été adoptées et qui sont décrites à la note 2.

Les symboles M\$ et G\$ désignent respectivement les millions et les milliards de dollars.

2 Normes comptables récentes qui ont été adoptées

a) Instruments financiers – comptabilisation et évaluation, Couvertures et Résultat étendu

Le 1^{er} novembre 2006, la Banque a adopté les exigences des nouveaux chapitres du manuel de l'ICCA relatives aux instruments financiers tel que décrit à la note 2 de son Rapport annuel au 31 octobre 2006.

Transition

Les méthodes suivies en matières de comptabilisation, de décomptabilisation et d'évaluation ainsi que les conventions suivies en matière de comptabilité de couverture des états financiers consolidés des exercices antérieurs au 1^{er} novembre 2006 ne sont pas modifiées et par conséquent, ces états financiers n'ont pas été retraités.

Au 1^{er} novembre 2006, la Banque a comptabilisé tous les actifs et passifs financiers au bilan consolidé en fonction de leur classification. Tout ajustement de la valeur comptable antérieure a été comptabilisé soit comme un ajustement du solde des bénéfices non répartis à cette date, soit comme le solde d'ouverture du poste des « Autres éléments cumulés du résultat étendu », déduction faite des impôts.

Les éléments qui ont été comptabilisés à titre d'ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non répartis, déduction faite des impôts totalisent 1 M\$.

Les éléments qui ont été comptabilisés à titre d'ajustement des soldes d'ouverture des « Autres éléments cumulés du résultat étendu », déduction faite des impôts se détaillent ainsi :

- Perte de change nette non réalisée sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes après prise en compte des activités de couverture pour un montant de 92 M\$ qui était auparavant présenté comme un élément distinct des capitaux propres;
- Gain net non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente pour un montant de 28 M\$;
- Perte nette sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie pour un montant de 7 M\$.

Gestion des risques

Dans le cadre de ses activités courantes, la Banque s'expose à certaines catégories de risques, plus particulièrement aux risques de crédit et de marché, dans le but de dégager des revenus et de créer ainsi de la valeur pour ses actionnaires.

La gestion du risque de crédit est soumise à un processus rigoureux et ordonné comprenant entre autres l'évaluation du risque de crédit, le processus d'octroi de crédit et la diversification et gestion de portefeuille.

Le risque de marché est indissociable de la participation aux marchés financiers. La gestion de ce risque représente donc une compétence fondamentale pour la Banque, en ce qui touche aux activités de négociation et d'investissement et à la gestion de l'actif et du passif. Le modèle de simulation de la Valeur à risque est un des principaux outils de gestion du risque de marché.

La Banque utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son exposition aux risques d'intérêt, de change et de crédit, ainsi qu'aux autres risques de marché. Certains dérivés utilisés pour gérer ces risques sont précisément désignés comme instruments de couverture et sont admissibles à la comptabilité de couverture.

Politique de couverture

Les activités de couverture ont pour objectif de modifier l'exposition de la Banque à un ou à plusieurs risques, par une compensation entre les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie attribuables à l'élément couvert et à l'élément de couverture. La comptabilité de couverture permet de s'assurer que les gains, pertes, produits et charges qui se compensent sont comptabilisés au bénéfice net au cours de la même ou des mêmes périodes. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture sera désignée comme couverture de la juste valeur, des flux de trésorerie ou du risque de change d'un investissement net dans un établissement étranger autonome.

Couverture de la juste valeur

Les opérations de couverture de la juste valeur consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif suite à la variation des taux d'intérêt du marché. Dans le cadre d'une couverture de la juste valeur, la variation de la juste valeur des instruments dérivés utilisés compensera la variation de la juste valeur de l'élément couvert. La Banque a recours à cette stratégie principalement pour ses portefeuilles de valeurs mobilières, de dépôts et de débentures subordonnées.

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, le montant représentant la tranche inefficace constaté aux « Revenus autres que d'intérêts » à l'état consolidé des résultats est négligeable (négligeable pour le semestre terminé le 30 avril 2007). Toutes les composantes de la variation de la juste valeur des instruments dérivés utilisés ont été incluses aux fins de l'évaluation de l'efficacité de la couverture de la juste valeur.

Couverture des flux de trésorerie

Les opérations de couverture des flux de trésorerie consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de variation des flux de trésorerie futurs liés à un actif ou à un passif à taux variable. Dans le cadre d'une couverture des flux de trésorerie, les instruments dérivés liés à l'élément couvert réduiront la variabilité des flux de trésorerie futurs. La Banque a recours à cette stratégie principalement pour ses portefeuilles de prêts.

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, une perte non réalisée de 9 M\$ a été inscrite aux « Autres éléments du résultat étendu », au titre de la tranche efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie (40 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2007). Les montants ainsi constatés sont reclassés au « Revenu net d'intérêts » des périodes au cours desquels le revenu net d'intérêts a subi l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie de l'élément couvert. Une perte nette de 3 M\$ a été reclassée au bénéfice net au cours du trimestre (6 M\$ au cours du semestre). Une perte nette reportée estimative de 15 M\$ incluse aux « Autres éléments cumulés du résultat étendu » au 30 avril 2007 devrait être reclassée au bénéfice net au cours des 12 prochains mois. La durée maximale sur laquelle la Banque couvre son exposition aux variations des flux de trésorerie futurs est de 5 ans.

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, le montant représentant la tranche inefficace constaté aux « Revenus autres que d'intérêts » à l'état consolidé des résultats est négligeable (négligeable pour le semestre terminé le 30 avril 2007). Toutes les composantes de la variation de la juste valeur des instruments dérivés utilisés ont été incluses aux fins de l'évaluation de l'efficacité de la couverture des flux de trésorerie.

Couverture de l'investissement net dans un établissement étranger autonome

La Banque utilise des instruments financiers libellés dans une devise pour couvrir le risque de change lié aux investissements effectués dans des établissements étrangers autonomes dont les activités sont libellées dans une devise autre que le dollar canadien. Dans le cadre d'une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome, les éléments monétaires utilisés compenseront les gains et pertes de change sur les investissements.

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, des pertes de change non réalisées de 103 M\$ (24 M\$ pour le semestre) ont été constatées aux « Autres éléments du résultat étendu » relativement à notre investissement net dans des établissements étrangers autonomes, qui ont été contrebalancées par des gains de 88 M\$ (19 M\$ pour le semestre) relativement aux instruments financiers désignés comme couvertures de ce risque de change. Ces instruments financiers non dérivés représentent des passifs libellés en devises et totalisent un montant de 1,3 G\$ au 30 avril 2007.

Actifs financiers disponibles à la vente présentés au coût

La Banque détient des titres de participation, des unités de fonds communs de placement ainsi que d'autres titres qui sont classés comme disponibles à la vente, mais qui doivent être présentés au coût au bilan consolidé parce qu'ils ne sont pas cotés sur un marché actif. Ces actifs financiers disponibles à la vente présentés au coût au bilan consolidé totalisent 358 M\$.

Baisse de valeur non comptabilisée à l'état consolidé des résultats

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués périodiquement afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation autre que temporaire.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

(non vérifié) (en millions de dollars)

Les gains (pertes) bruts non réalisés sont présentés dans le tableau suivant :

	Au 30 avril 2007			
	Coût non amorti	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur comptable
Titres émis ou garantis par les gouvernements				
canadien et américain	7 031	5	(20)	7 016
Autres titres de créances	1 467	15	(4)	1 478
Titres de participation (coût)	1 238	191	(22)	1 407
Total des valeurs mobilières disponibles à la vente	9 736	211	(46)	9 901
Autres actifs financiers disponibles à la vente	959	-	(1)	958
Total des actifs financiers disponibles à la vente	10 695	211	(47)	10 859

Instruments financiers désignés à des fins de négociation

La Banque peut désigner irrévocablement, lors de la comptabilisation initiale, tout instrument financier comme un instrument détenu à des fins de négociation et qui par conséquent sera évalué à la juste valeur en constatant les gains et les pertes à l'état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Le Surintendant des institutions financières au Canada a émis des directives limitant les circonstances dans lesquelles cette option peut être utilisée. La Banque peut utiliser cette option dans les cas suivants :

- Lorsque l'utilisation de cette option, conformément à une stratégie documentée de gestion des risques, permet d'éliminer ou de réduire sensiblement la disparité de traitement en matière d'évaluation ou de comptabilisation et si les justes valeurs sont fiables.
- Lorsqu'il s'agit d'instruments financiers hybrides comportant un ou plusieurs dérivés incorporés qui modifieraient de manière sensible les flux de trésorerie issus de ces instruments financiers et qui autrement seraient bifurqués et comptabilisés séparément.

Au cours du semestre, la Banque a désigné certains dépôts comportant un ou plusieurs dérivés incorporés comme étant détenus à des fins de négociation. Ces dépôts sont présentés au passif à la rubrique « Dépôts » du bilan consolidé.

La juste valeur de ces dépôts totalise 203 M\$ au 30 avril 2007. La variation de la juste valeur au montant de 6 M\$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, a été constaté comme gain au poste « Revenus de négociation » de l'état consolidé des résultats (gain de 8 M\$ pour le semestre).

Le montant à l'échéance que la Banque sera tenue, par contrat, de payer aux détenteurs de ces dépôts est variable et sera différent de la juste valeur au 30 avril 2007.

Le montant de la variation de la juste valeur qui n'est pas attribuable aux fluctuations d'un taux d'intérêt, par essence sans risque, totalise 4 M\$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2007 (5 M\$ pour le semestre).

b) Rémunération à base d'actions

Le 1^{er} novembre 2006, la Banque a adopté les exigences de l'abrége no 162 publié par le Comité sur les problèmes nouveaux intitulé « Rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition » (CPN-162). Le CPN-162 précise que le coût de rémunération associé à l'attribution d'une rémunération à base d'actions octroyée aux employés qui sont admissibles au départ à la retraite ou qui le deviendront au cours de la période d'acquisition des droits, devrait être constaté à l'attribution si l'employé est admissible au départ à la retraite à la date d'attribution ou, durant la période allant de la date d'attribution à la date où l'employé devient admissible au départ à la retraite. Auparavant, la Banque amortissait ce coût sur la période d'acquisition des droits. La Banque n'a pas retraité ses états financiers consolidés antérieurs pour tenir compte de cette modification car l'incidence est négligeable.

3 Normes comptables récentes qui ne sont pas encore adoptées**Informations à fournir concernant le capital et instruments financiers – informations à fournir et présentation**

En décembre 2006, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1535, intitulé *Informations à fournir concernant le capital*, le chapitre 3862, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir*, et le chapitre 3863, intitulé *Instruments financiers – présentation*. Ces nouvelles normes s'appliqueront à la Banque à compter du 1^{er} novembre 2007.

Le chapitre 1535 précise les informations à fournir sur :

- les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital;
- des données quantitatives sur les éléments inclus dans la gestion du capital;
- la conformité de l'entité aux exigences en matière de capital;
- les conséquences d'un défaut de conformité aux exigences en question.

Les chapitres 3862 et 3863 constituent une série complète d'obligations d'information et de règles de présentation applicables aux instruments financiers qui modifient et améliorent les obligations d'information énoncées au chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, et reprennent, sans modification, les règles de présentation.

Le chapitre 3862 impose des informations à fournir de façon à permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer :

- l'importance des instruments financiers au regard de la situation financière et de la performance financière de l'entité; et
- la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont elle gère ces risques.

4 Prêts et prêts douteux

	Prêts bruts	Prêts douteux		
		Bruts	Provisions spécifiques	Nets
30 avril 2007				
Prêts hypothécaires résidentiels	15 142	17	1	16
Prêts aux particuliers et créances sur cartes de crédit	12 323	39	19	20
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	22 214	180	106	74
	49 679	236	126	110
Provision générale (1)				(308)
Prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques et générale				(198)
31 octobre 2006				
Prêts hypothécaires résidentiels	15 230	13	2	11
Prêts aux particuliers et créances sur cartes de crédit	11 280	36	16	20
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	20 679	185	100	85
	47 189	234	118	116
Provision générale (1)				(308)
Prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques et générale				(192)

(1) La provision générale pour risque de crédit a été constituée à l'égard de l'ensemble du crédit de la Banque.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

(non vérifié) (en millions de dollars)

5 Provisions pour pertes sur créances

Les changements apportés aux provisions sont les suivants pour le semestre terminé le :

	30 avril 2007			30 avril 2006		
	Provisions spécifiques	Provision générale	Total	Provisions spécifiques	Provision générale	Total
Provisions au début	118	308	426	143	308	451
Dotations aux pertes sur créances	51	–	51	39	–	39
Radiations	(72)	–	(72)	(84)	–	(84)
Recouvrements	29	–	29	33	–	33
Provisions à la fin	126	308	434	131	308	439

6 Titrisation d'actifs

Nouvelles activités de titrisation

Prêts hypothécaires assurés par la SCHL

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la création de titres hypothécaires. Le gain ou la perte avant impôts issu des opérations de titrisation, déduction faite des frais de transaction, est constaté au poste « Revenus de titrisation » de l'état consolidé des résultats.

Activités de titrisation pour le trimestre terminé le :	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006
Produit net en espèces	433	918	618
Droits conservés	12	27	17
Passif de gestion pris en charge	(3)	(5)	(4)
	442	940	631
Créances titrisées et vendues	436	926	626
Gain avant impôts, déduction faite des frais de transaction	6	14	5
Titres hypothécaires créés et conservés inscrits au poste « Valeurs mobilières – compte de placement »	–	–	278

Activités de titrisation pour le semestre terminé le :	30 avril 2007	30 avril 2006
Produit net en espèces	1 351	1 037
Droits conservés	39	30
Passif de gestion pris en charge	(8)	(6)
	1 382	1 061
Créances titrisées et vendues	1 362	1 051
Gain avant impôts, déduction faite des frais de transaction	20	10
Titres hypothécaires créés et conservés inscrits au poste « Valeurs mobilières – compte de placement »	–	553

Incidence des activités de titrisation sur certains postes de l'état consolidé des résultats

Revenus de titrisation pour le trimestre terminé le 30 avril

	Gains provenant de la vente d'actifs		Revenus de gestion		Autres		Total	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Prêts hypothécaires assurés	6	5	4	3	–	–	10	8
Créances sur cartes de crédit	22 (1)	16 (1)	4	4	12	10	38	30
Prêts aux particuliers	– (1)	– (1)	–	–	–	1	–	1
Total	28	21	8	7	12	11	48	39

Revenus de titrisation pour le semestre terminé le 30 avril

	Gains provenant de la vente d'actifs		Revenus de gestion		Autres		Total	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Prêts hypothécaires assurés	20	10	8	6	–	–	28	16
Créances sur cartes de crédit	39 (1)	33 (1)	8	8	21	19	68	60
Prêts aux particuliers	– (1)	– (1)	–	1	–	2	–	3
Total	59	43	16	15	21	21	96	79

(1) Opérations de titrisation à rechargement

Hypothèses clés

Voici les hypothèses clés utilisées pour mesurer la juste valeur des droits conservés à la date de vente pour les opérations effectuées au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007.

	Prêts hypothécaires assurés	Créances sur cartes de crédit	Prêts aux particuliers
Durée de vie moyenne pondérée (en mois)	32,9	–	14,4
Taux de remboursement	–	24,2% (1)	–
Taux de remboursement anticipé	17,0%	–	30,0%
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	1,2%	10,5%	1,3%
Pertes sur créances prévues	–	3,7%	1,7%
Taux d'actualisation	4,1%	17,0%	17,0%

(1) Le taux de remboursement au 1^{er} trimestre 2007 était de 31,9 %.**7 Débentures subordonnées**

Le 2 novembre 2006, la Banque a émis 500 M\$ de débentures subordonnées échéant en 2016. L'intérêt au taux annuel de 4,456 % est payable semestriellement le 2^{ième} jour de mai et de novembre de chaque année.

8 Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs

	Trimestre terminé le			Semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Charge au titre des prestations de retraite	15	15	15	30	30
Charge au titre des autres avantages sociaux futurs	3	3	2	6	5

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

(non vérifié) (en millions de dollars)

9 Capital-actions

Actions en circulation et dividendes au 30 avril 2007

	Nombre d'actions	Actions \$	\$	Dividendes par action
Actions privilégiées de premier rang				
Série 15	8 000 000	200	6	0,3656
Série 16	8 000 000	200	5	0,3031
	16 000 000	400	11	
Actions ordinaires				
	159 418 005	1 576	173	0,5400
		1 976		

Rachat d'actions ordinaires

Le 1^{er} février 2007, la Banque a déposé une offre publique de rachat pour annulation dans le cours normal de ses activités visant jusqu'à 8 102 000 actions ordinaires au cours de la période de 12 mois se terminant au plus tard le 31 janvier 2008. Le 23 janvier 2006, la Banque a déposé une offre publique de rachat pour annulation dans le cours normal de ses activités visant jusqu'à 8 278 000 actions ordinaires au cours de la période de 12 mois s'étant terminée le 22 janvier 2007. Le 13 janvier 2005, la Banque a déposé une offre publique de rachat pour annulation dans le cours normal de ses activités, visant jusqu'à 8 400 000 actions ordinaires au cours de la période de 12 mois s'étant terminée le 12 janvier 2006. Les rachats ont été effectués sur le marché libre aux cours du marché par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Les montants versés en excédent de la valeur comptable moyenne des actions ordinaires ont été imputés aux bénéfices non répartis. Au 30 avril 2007, la Banque a complété le rachat de 2 956 600 actions ordinaires (4 472 420 en 2006) au prix de 189 M\$ (275 M\$ en 2006), ce qui a réduit de 29 M\$ le capital-actions ordinaire (43 M\$ en 2006) et de 160 M\$ les bénéfices non répartis (232 M\$ en 2006).

Capital-actions autorisé

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007, l'article 1 du Règlement administratif II de la Banque a été modifié afin de porter à 5 G\$ la contrepartie globale maximale pour laquelle les actions privilégiées de premier rang peuvent être émises.

10 Rémunération à base d'actions

Régime d'options d'achat d'actions

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2007, la Banque a octroyé 1 493 504 options d'achat d'actions (943 200 en 2006) à une juste valeur de 11,32 \$ (12,81 \$ en 2006).

Au 30 avril 2007, il y avait 6 191 132 options d'achat d'actions en circulation.

La juste valeur des options octroyées a été évaluée, à la date d'attribution, à l'aide du modèle Black & Scholes. Les hypothèses utilisées étaient les suivantes :

Semestre terminé le	30 avril 2007	30 avril 2006
Taux d'intérêt hors risque	4,05 %	4,18 %
Durée de vie prévue des options	5 ans	6 ans
Volatilité prévue	22,5 %	24,0 %
Dividendes prévus	3,3 %	3,2 %

Le tableau suivant présente la charge de rémunération constatée à l'égard des options d'achat d'actions :

	Trimestre terminé le			Semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Options d'achat d'actions de la Banque	6	5	3	11	5

Régime de droits à la plus-value des actions (DPVA)

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2007, la Banque a octroyé 48 396 DPVA. Au 30 avril 2007, 313 094 DPVA étaient en circulation.

Régime d'unités d'actions différées (UAD)

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2007, la Banque a octroyé 32 358 UAD. Au 30 avril 2007, 251 972 UAD étaient en circulation.

Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (UAR)

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2007, la Banque a octroyé 47 335 UAR. Au 30 avril 2007, 210 141 UAR étaient en circulation.

Régime de rémunération différée de Financière Banque Nationale

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2007, Financière Banque Nationale a octroyé 96 695 unités. Au 30 avril 2007, 875 487 unités étaient en circulation.

11 Juste valeur des instruments financiers dérivés

Au 30 avril 2007

	Valeur comptable	
	Actif	Passif
Couvertures de juste valeur	186	97
Couvertures des flux de trésorerie	4	38
Non désignés comme instruments de couverture	2 883	2 127
	3 073	2 262

12 Impôts sur les bénéfices – Autres éléments du résultat étendu

La charge ou l'économie d'impôts relative à chaque composante des autres éléments du résultat étendu est présentée dans le tableau suivant.

	Trimestre terminé le		Semestre terminé le
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2007
Charge (économie) d'impôts sur :			
Incidence de la couverture des gains ou pertes nets de change sur conversion	29	(22)	7
Gains (pertes) nets non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente	25	8	33
Reclassement aux résultats nets des (gains) pertes sur les actifs financiers disponibles à la vente	(2)	(1)	(3)
Gains (pertes) nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(3)	(10)	(13)
Reclassement aux résultats nets des (gains) pertes sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	1	1	2
Total de la charge (de l'économie) d'impôts	50	(24)	26

13 Informations sectorielles

Trimestre terminé le 30 avril

	Particuliers et entreprises		Gestion de patrimoine		Marchés financiers		Autres		Total	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Revenu net d'intérêts ⁽¹⁾	330	318	32	32	(43)	24	(71)	(72)	248	302
Revenus autres que d'intérêts ⁽¹⁾	188	186	195	182	377	231	14	40	774	639
Revenu total	518	504	227	214	334	255	(57)	(32)	1 022	941
Charges d'exploitation	317	315	161	154	170	144	13	2	661	615
Contribution	201	189	66	60	164	111	(70)	(34)	361	326
Dotations aux pertes sur créances	35	33	–	–	–	1	(12)	(12)	23	22
Bénéfice avant charge d'impôts et participations sans contrôle	166	156	66	60	164	110	(58)	(22)	338	304
Charge d'impôts ⁽¹⁾	56	52	22	20	45	36	(48)	(26)	75	82
Participations sans contrôle	–	–	1	1	24	2	5	5	30	8
Bénéfice net (perte nette)	110	104	43	39	95	72	(15)	(1)	233	214
Actif moyen	48 273	46 001	449	752	92 746	68 270	(11 651)	(9 634)	129 817	105 389

Semestre terminé le 30 avril

Revenu net d'intérêts ⁽²⁾	676	646	66	63	(46)	18	(172)	(147)	524	580
Revenus autres que d'intérêts ⁽²⁾	380	367	385	357	679	527	43	81	1 487	1 332
Revenu total	1 056	1 013	451	420	633	545	(129)	(66)	2 011	1 912
Charges d'exploitation	627	632	317	302	338	297	36	20	1 318	1 251
Contribution	429	381	134	118	295	248	(165)	(86)	693	661
Dotations aux pertes sur créances	78	64	–	–	–	2	(27)	(27)	51	39
Bénéfice avant charge d'impôts et participations sans contrôle	351	317	134	118	295	246	(138)	(59)	642	622
Charge d'impôts ⁽²⁾	118	107	43	39	88	79	(118)	(50)	131	175
Participations sans contrôle	–	–	3	3	25	4	10	9	38	16
Bénéfice net (perte nette)	233	210	88	76	182	163	(30)	(18)	473	431
Actif moyen	47 811	45 663	442	728	88 199	66 887	(11 667)	(8 803)	124 785	104 475

Particuliers et entreprises

Le secteur des Particuliers et entreprises regroupe le réseau des succursales, les services aux intermédiaires, les cartes de crédit, les assurances, les services aux entreprises ainsi que l'immobilier.

Gestion de patrimoine

Le secteur de la Gestion de patrimoine regroupe le courtage de plein exercice auprès des particuliers, le courtage direct, les fonds communs de placement, les services fiduciaires et la gestion de portefeuille.

Marchés financiers

Le secteur des Marchés financiers comprend le financement et le crédit aux grandes sociétés, les activités de trésorerie, y compris la gestion de l'actif et du passif de la Banque, et le courtage auprès des sociétés.

Autres

Cette rubrique regroupe les activités de titrisation, certains éléments non récurrents ainsi que la portion non allouée des services centraux.

Équivalent imposable

(1) Les conventions comptables sont les mêmes que celles qui sont décrites dans la note relative aux conventions comptables (note 1) à l'exception du revenu net d'intérêts, des revenus autres que d'intérêts et de la charge d'impôts des secteurs d'exploitation, qui sont présentés en équivalent imposable. L'équivalent imposable est une méthode de calcul qui consiste à ajuster certains revenus exempts d'impôt en les majorant de l'impôt qui aurait autrement été exigible. Pour l'ensemble des secteurs d'exploitation, le revenu net d'intérêts a été majoré de 24 M\$ (17 M\$ en 2006) et les revenus autres que d'intérêts ont été majorés de 18 M\$ (10 M\$ en 2006). Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts. L'effet de ces ajustements est renversé sous la rubrique « Autres ».

(2) Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, le revenu net d'intérêts a été majoré de 68 millions de dollars (36 millions en 2006) et les revenus autres que d'intérêts ont été majorés de 39 millions de dollars (11 millions en 2006). Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts. L'effet de ces ajustements est renversé sous la rubrique « Autres ».

RENSEIGNEMENTS POUR LES ACTIONNAIRES ET INVESTISSEURS

Relations investisseurs

Les analystes financiers et les investisseurs qui souhaitent obtenir des informations financières concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service des Relations avec les investisseurs.

600, rue De La Gauchetière Ouest, 7e étage
Montréal (Québec) H3B 4L2
Sans frais : 1-866-517-5455
Télécopieur : 514-394-6196
Courriel : relationsinvestisseurs@bnc.ca
Site web : www.bnc.ca/relationsinvestisseurs

Relations publiques

600, rue De La Gauchetière Ouest, 10e étage
Montréal (Québec) H3B 4L2
Téléphone : 514-394-8644
Télécopieur : 514-394-6258

Site Internet : www.bnc.ca
Informations générales : telnat@bnc.ca

Date de publication des prochains rapports trimestriels pour l'exercice 2007

Troisième trimestre : 30 août 2007
Quatrième trimestre : 29 novembre 2007

Divulgateion des résultats du 2^e trimestre 2007

Conférence téléphonique

- Une conférence téléphonique pour les analystes et investisseurs institutionnels aura lieu le 31 mai 2007 à 13h30 HAE
- Accès par téléphone en mode écoute seulement : 416-340-2216 ou 1-866-898-9626
- L'enregistrement téléphonique archivé sera accessible jusqu'au 7 juin 2007 en composant le 416-695-5800 ou le 1-800-408-3053. Le code d'accès est le 3222486#.

Diffusion de l'appel sur le web

- La conférence téléphonique sur les résultats sera diffusée en direct via Internet au www.bnc.ca/relationsinvestisseurs
- Une version archivée de l'événement diffusé sur le web sera disponible après la fin de l'appel.

Documents financiers

- Les états financiers trimestriels sont en tout temps disponibles sur le site web de la Banque Nationale du Canada à www.bnc.ca/relationsinvestisseurs.
- Le rapport aux actionnaires et les informations financières complémentaires, ainsi que les diapositives de présentation, se retrouveront sur le site de la Banque Nationale à la page des Relations avec les investisseurs, un peu avant le début de la conférence téléphonique.

Agent de transfert et registraire

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificat d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec l'agent de transfert Société de fiducie Computershare du Canada dont l'adresse et le numéro de téléphone apparaissent ci-après.

Société de fiducie Computershare du Canada

Service aux actionnaires
1500, rue University, 7e étage
Montréal (Québec) H3A 3S8
Téléphone : 1-888-838-1407
Télécopieur : 1-888-453-0330
Courriel : service@computershare.com
Internet : www.computershare.com

Dépôt direct des dividendes

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes au crédit de tout compte détenu auprès d'une institution membre de l'Association canadienne des paiements. Pour ce faire, il suffit d'en faire la demande par écrit à l'adresse de Société de fiducie Computershare du Canada, agent de transfert.

Régime de réinvestissement de dividendes

La Banque Nationale offre aux détenteurs de ses actions ordinaires un Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions qui leur permet d'investir dans des actions sans payer de commission ni de frais d'administration. L'acquisition des actions par les participants s'effectue au moyen du réinvestissement des dividendes en espèces versés sur les actions qu'ils détiennent, ou bien en effectuant des versements en espèces facultatifs d'un montant minimal de 500 \$ par versement, jusqu'à concurrence de 5 000 \$ par trimestre. Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec le Registraire, Société de fiducie Computershare du Canada, au numéro 1-888-838-1407.

Dividendes

Les dividendes déclarés par la Banque constituent des dividendes déterminés en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).



Siège social

600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) Canada
H3B 4L2

www.bnc.ca

La Banque Nationale du Canada contribue à la protection de l'environnement.
Papier Cascades, NouvelleVie OPAQUE, 30 % de fibres recyclées postconsommation.



Entièrement
recyclable –
le choix responsable